

# AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT, GOUVERNANCE ET CROISSANCE ECONOMIQUE : quelles implications pour les pays d'Afrique subsaharienne ?

---

**Douzounet Mallaye<sup>1</sup>**

**Résumé :** La présente étude, analyse l'efficacité de l'aide publique au développement (APD) et détermine la gouvernance comme un mécanisme de transmission de l'aide à la croissance dans les pays africains. En tenant compte du rôle de la gouvernance techniciste, de la gouvernance démocratique et à partir de l'établissement d'un modèle structurel appliqué sur des données de panel sur la période 1995-2005, on montre que l'aide influence positivement et de façon significative la croissance. Par ailleurs, la gouvernance démocratique se révèle être le canal par lequel l'APD peut agir sur la croissance économique en Afrique subsaharienne.

**Mots clés :** APD ; croissance économique ; gouvernance ; données de panel ; Afrique

**Classification JEL :** C33, D72, E62, F35, F43.

**Abstract:** This study analyzes the effectiveness of foreign aid on economic growth of a sample of sub-Saharan African countries. Specifically, we evaluate governance in its technical and democratic dimension, as a relevant channel through which foreign aid affects growth. Thus, using panel data during the 1995-2005 periods, we estimate a structural simultaneous equations model. Our results show that although foreign aid positively impacts growth, only the democratic governance constitutes a valid transmission channel.

**Keywords:** foreign aid; economic growth; governance; panel data; Africa

**JEL classification:** C33, D72, E62, F35, F43.

---

<sup>1</sup> Université de Yaoundé II, Centre d'Études et de Recherche en Économie et Gestion (CEREG).

Email : [douzounetmallaye@yahoo.fr](mailto:douzounetmallaye@yahoo.fr).

Je voudrai remercier Yogo Urbain Thierry, Timba Gaëlle Tatiana et Ongono Patrice pour les remarques et suggestions.

## Introduction

Depuis les années 1960, le monde vit un accroissement spectaculaire des niveaux de vie, qui est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Le commerce international et le développement économique ont connu des hausses exponentielles. L'espérance de vie globale s'est améliorée grâce aux progrès de la médecine. Le progrès technologique a connu des avancées spectaculaires. Cependant, selon toutes les mesures statistiques, l'Afrique subsaharienne n'a pas profité de ce développement global. En fait, dans la plupart des pays de la région, le niveau de vie a même baissé (PNUD, 2005). Et pourtant, la communauté internationale a consacré plus de 568 milliards de dollars américains d'aide étrangère au développement de l'Afrique depuis 1960, soit environ 15% du PNB du continent, c'est-à-dire en proportion quatre fois plus que le plan Marshall qui a permis le redécollage des économies européennes après la deuxième guerre mondiale.

Plus encore, la croissance enregistrée depuis le début des années 2000 est menacée par la toute récente crise financière mondiale. En effet, l'afflux des capitaux et autres ressources financières internationales risquent de subir une baisse substantielle du fait de la reprise encore fragile des économies développées. Dans ce sens, les flux d'aide pourraient subir une baisse importante, avec des effets avérés sur la croissance de long terme en Afrique. Il semble donc tout indiqué de s'interroger sur le meilleur moyen d'optimiser l'impact de l'aide sur la croissance des pays d'Afrique en général et d'Afrique subsaharienne en particulier.

Le champ de l'analyse empirique de l'efficacité de l'aide au développement, déjà exploré dans les années 1970, a connu un regain d'importance au début des années 1990.

Alors que l'aide traversait une crise de légitimité, l'étude de Burnside et Dollar (1997) a constitué une réponse aux détracteurs de l'aide au développement. En effet, ces auteurs démontrent que l'efficacité de l'aide est conditionnée par l'amélioration de la gouvernance dans les pays bénéficiaires. Les conclusions de Burnside et Dollar (1997) seront reprises et défendues par la Banque mondiale (1998), Dalgaard et Hansen (2001), Lensink et White (2000) avec des implications politiques. En effet, si l'aide est plus efficace dans un bon environnement macroéconomique, elle devrait cibler les pays pauvres ayant adopté une « bonne gouvernance ». A l'inverse, dans les pays où la gouvernance est mauvaise, l'aide financière devrait être remplacée par un dialogue sur le choix de politique et une assistance technique.

Partie d'une conception purement techniciste, la gouvernance s'est élargie aux considérations démocratiques, de telle sorte que la "bonne" gouvernance est aujourd'hui vue comme une synthèse de la gouvernance techniciste<sup>2</sup> et de la gouvernance démocratique<sup>3</sup>.

Il faut observer toutefois que, dans le discours des agences d'aide, il convient de distinguer la coexistence d'au moins deux définitions de la gouvernance : une définition normative et une définition plus descriptive. En particulier, selon la première approche, la gouvernance est devenue une norme, un nouveau moyen de régulation internationale et, dans la pratique, la gouvernance a embrassé les notions, concepts de démocratie, de droits de l'homme et de limitation des dépenses militaires.

Pour la Banque mondiale en particulier (approche descriptive), la gouvernance est "la manière dont est exercé le pouvoir dans la mobilisation et la gestion des ressources économiques et sociales d'un pays, en vue d'assurer un développement fort et équitable, et le complément nécessaire de saines politiques économiques".

Au total, la bonne gouvernance est synonyme de gestion saine du développement, et elle implique trois dimensions : la forme du régime politique, le processus par lequel l'autorité est exercée dans la mobilisation et la gestion des ressources économiques et sociales du pays et la capacité des gouvernements à planifier, à formuler, à exécuter leurs politiques et à remplir leurs fonctions.

Partant de tout ce qui précède, nous retenons dans le cadre de notre travail, la notion de gouvernance selon les deux formes suivantes : la gouvernance techniciste et la gouvernance démocratique. La première forme implique la mobilisation des ressources budgétaires et donc la politique fiscale, alors que la seconde forme traduit l'expression de la démocratie.

De la sorte, l'objectif de cette étude est de montrer que dans un contexte de fragilité de la reprise de l'économie mondiale, la bonne gouvernance est une conditionnalité essentielle d'un impact positif de l'aide sur la croissance de long terme en Afrique subsaharienne.

Dans cette étude, nous empruntons la démarche suivante. Dans une première section, nous passons en revue les effets postulés de l'APD sur la croissance. Il s'agit notamment de dégager

---

<sup>2</sup> La gouvernance techniciste renvoie à une meilleure mobilisation des ressources budgétaires afin de relancer les réformes de la Fonction publique et de l'appareil étatique.

<sup>3</sup> La gouvernance démocratique fait référence à la légitimité du gouvernement et de son ouverture à la société civile, afin que les leaders politiques répondent mieux aux besoins et aux attentes des populations, la démocratie soutenant le développement socio-économique.

d'abord des effets directs de l'APD sur la croissance. Ensuite nous analysons les effets indirects de l'APD sur la croissance en mettant en avant le rôle de la gouvernance. La seconde section a pour objet de vérifier l'effectivité des effets indirects de l'APD sur la croissance. Il est question de valider la gouvernance dans sa composante démocratique et techniciste comme mécanisme de transmission de l'aide publique au développement à la croissance en Afrique subsaharienne.

## **I- Les effets postulés de l'aide publique au développement sur la croissance**

C'est à partir de la fin des années 1960 que les chercheurs ont essayé d'évaluer l'efficacité de l'aide en termes de promotion du développement économique et du bien-être dans les pays en développement. La mise en évidence de la relation entre l'aide publique au développement et la croissance peut être regroupée autour de deux générations d'étude.

Les études de la première génération offrent une évaluation empirique de l'influence de l'aide sur l'épargne domestique, pour ensuite se tourner vers les effets directs de l'aide sur l'investissement et la croissance. Les études de seconde génération quant à elles insistent sur la gouvernance comme condition d'efficacité de l'aide au développement.

Dans le cadre de cette revue, il conviendra dans un premier temps de mettre en lumière les effets directs de l'APD sur la croissance. Dans un second temps, il sera question de mettre en relief le rôle de la gouvernance sur la relation APD-croissance.

### **1.1. Les effets directs de l'APD sur la croissance économique**

La première génération d'études de l'effet direct de l'aide sur la croissance est intimement liée au débat sur l'épargne, dans la mesure où le processus d'accumulation du capital reste central. La plupart de ces analyses ont pour point de départ le processus d'accumulation du capital,  $g = sk$  (1), où  $g$  est le taux de croissance du revenu,  $s$  la proportion épargnée du revenu national et  $k$  le ratio output-capital. Un flux d'aide internationale est alors supposé se répercuter sur l'accumulation du capital, en s'ajoutant totalement à l'épargne domestique, venant ainsi combler le *déficit en épargne* qui contraint la croissance des pays en développement. Si l'épargne domestique est complétée par l'épargne étrangère, on obtient alors l'équation (2) suivante (Papanek, 1973 ; Hansen et Tarp, 2000) :

$$g_{yt} = \lambda_0 + \lambda_1 s_t + \lambda_2 a_t + \lambda_3 f_{pt} + \lambda_4 f_{ot} \quad (2)$$

Où  $g_{yt}$  représente le taux de croissance du revenu,  $s_t$  le taux d'épargne,  $a_t$  l'aide,  $f_{pt}$  les investissements privés étrangers, et  $f_{ot}$  les autres capitaux étrangers.

L'estimation par Papanek (1973) d'un modèle de cette forme lui permet de conclure que l'aide internationale a un effet significativement positif sur la croissance, effet relativement plus important que celui de l'épargne domestique, des investissements privés étrangers et des autres flux étrangers<sup>4</sup>. Stoneman (1975) et Snyder (1993) mettent aussi en évidence un impact significativement positif de l'aide sur la croissance pour différents échantillons de pays. Snyder (1993) rajoute dans l'équation (2) le taux de croissance des exportations et le revenu national, l'omission du revenu provoquant selon lui une sous-estimation de l'influence de l'aide sur la croissance.

Pour la région asiatique, les résultats de Dowling et Heimenz (1982) et Rana (1987) confirment l'effet significativement positif de l'aide sur la croissance<sup>5</sup>. Leurs cadres d'analyse sont cependant sensiblement différents de celui de Papanek. Ainsi, Dowling et Heimenz (1982) introduisent des variables de politique économique (ouverture commerciale, politique budgétaire, et développement financier), tandis que Rana (1987) estime un système d'équations simultanées (croissance / épargne), où l'équation de croissance tient compte du revenu par habitant, et des variations des exportations et de la main d'œuvre.

Concernant plus particulièrement l'Afrique sub-saharienne, Levy (1988) estime un modèle incluant, aux côtés de l'aide internationale, le taux d'investissement et le taux de croissance des exportations et de la main d'œuvre<sup>6</sup>. Alors que l'aide a un impact significativement positif sur le taux d'investissement, elle est non significative dans l'équation de croissance, suggérant que « l'effet de l'aide sur la croissance passe par son effet sur le taux d'investissement » Levy (1988).

Enfin, l'apport de Mosley (1980) est triple. Tout d'abord, l'auteur introduit dans l'analyse l'aspect « dynamique » de la relation entre aide et croissance. En rajoutant à l'équation (2) la

---

4. Ces résultats sont robustes à l'introduction dans les régressions du revenu par habitant et la population Papanek (1973). De plus, même si des différences apparaissent en fonction de la région considérée, l'effet de l'aide demeure prédominant quelle que soit la région.

5. Dans l'analyse de Dowling et Heimenz (1982), les flux privés étrangers ont un effet plus important sur la croissance que les flux publics. D'autre part, Rana (1987 : 21) souligne que si les investissements privés étrangers contribuent plus que l'aide à la croissance des pays à faible revenu, l'inverse est vrai pour les pays à revenu intermédiaire.

6. Levy (1988) tient également compte des effets spécifiques individuels et temporels.

variable d'aide retardée, il tente de saisir le décalage temporel existant entre l'engagement des bailleurs de fonds à allouer de l'aide et l'influence de cette aide sur la croissance. D'autre part, Mosley (1980) différencie l'effet de l'aide en fonction du niveau de pauvreté des pays receveurs. Enfin, il tient explicitement compte de l'endogénéité de l'aide par rapport au revenu par des estimations en doubles moindres carrés (DMC<sup>7</sup>). Si la relation positive entre l'aide et la croissance, mise en évidence par Papanek (1973), demeure pour les pays les plus pauvres et pour les pays recevant de l'aide anglaise, Mosley (1980) conclut cependant qu'elle disparaît pour l'ensemble des pays en développement.

Mosley et *al.* (1987) estiment l'équation (2) par la méthode des moindres carrés ordinaires, en rajoutant aux variables explicatives le taux de croissance des exportations et le taux d'alphabétisation. Leurs estimations portent sur des échantillons divisés en fonction des sous-périodes et des catégories de pays – selon la pauvreté et la région. Dans la plupart des régressions, l'aide n'est pas significative. Elle semble cependant avoir un effet significativement négatif dans les estimations portant sur l'ensemble des pays en développement pour la période 1960-1970. En revanche, l'aide a un impact significativement positif sur la période 1970-1983 dans les seuls pays asiatiques. Enfin, pour tenir compte de la relation simultanée existant entre l'aide et la croissance, les auteurs estiment, par la méthode des triples moindres carrés, un ensemble de trois équations – croissance, aide, et mortalité – et concluent que l'aide est sans effet sur la croissance et la mortalité<sup>8</sup>.

Notre présentation n'est pas exhaustive, mais permet de présenter les principaux arguments de la première phase du débat concernant l'effet de l'aide sur la croissance. Hansen et Tarp (2000) recensent 72 régressions de croissance dans la tradition de Papanek (1973) : seule une – Mosley et *al.* (1987) – met en évidence un effet significativement négatif de l'aide sur la croissance, tandis que 40 suggèrent un effet significativement positif de l'aide, et que 31 concluent à la non-significativité de l'aide. Au total, on observe que la relation directe entre l'aide et la croissance n'est pas tranchée. Il existe donc de fait des conditions à remplir pour obtenir une

---

7. L'instrument utilisé pour l'aide est le niveau de revenu par habitant. Gupta (1975) et Gupta et Islam (1983) soulignent aussi le problème de la simultanéité des relations entre l'aide, l'épargne et la croissance. Ils proposent l'estimation d'un système de neuf équations tenant compte, aux côtés des équations de croissance et d'épargne, des relations démographiques. Cependant, les auteurs mettent en œuvre une estimation équation par équation par la méthode des moindres carrés ordinaires (White 1992a).

<sup>8</sup> Le taux de mortalité totale (pour 1000 personnes) est introduit dans l'analyse pour saisir le bien-être des populations (Mosley et *al.* 1987).

efficacité de l'aide. Ces conditions vont être mises en valeur sous l'influence des nouvelles théories de la croissance qui donnent à la gouvernance un rôle central. C'est la raison pour laquelle la section suivante se propose de mettre en lumière le rôle de la gouvernance dans la relation entre l'aide et la croissance.

De tout ce qui précède et sous l'influence des nouvelles théories de la croissance des nouveaux facteurs ont pris une importance grandissante dans l'analyse de la croissance. Il s'agit dans le cas spécifique de notre étude d'analyser le rôle de la gouvernance sur le lien aide-croissance.

## **1.2. Les effets Indirects de l'Aide sur la Croissance : Le Rôle de la Gouvernance**

A la suite des études de premières générations, il y a eu un renouveau du débat sur l'efficacité de l'APD. Le nouveau débat est apparu au début des années 90 avec les travaux de Burnside et Dollar (1997). Au cœur de ce débat est placée la notion de conditionnalité de l'aide. La notion de conditionnalité de l'aide renvoie traditionnellement au fait qu'un financement extérieur (l'aide principalement) octroyé à un pays donné soit soumis à un engagement de la part de ce dernier (receveur) à mener des « politiques » qui ont reçu l'approbation du donateur. Généralement, les « politiques » considérées dans l'engagement (les conditions) sont celles considérées comme nécessaires pour corriger ou réduire les déficiences structurelles, les déséquilibres macroéconomiques et l'amélioration de la gouvernance en général dans le pays receveur : bonnes politiques macroéconomiques, lutte contre la corruption, Etat de droit, liberté d'expression et de la presse, etc. La conditionnalité accompagne le plus souvent des financements hors projets, l'aide budgétaire globale ou sectorielle, l'aide à la balance des paiements, annulations de dettes, etc. L'octroi de telles aides est alors soumis à des mesures précises de politique économique.

Dans cette partie, nous voulons mettre l'accent sur la gouvernance comme canal de transmission de l'APD à la croissance. Nous considérons la gouvernance dans ses déclinaisons démocratique et techniciste.

### **1.2.1. APD, gouvernance démocratique et croissance économique**

La promotion de la démocratie a pris depuis son avènement en 1990 en Afrique une part de plus en plus importante dans la politique de coopération et d'assistance au développement. Elle a souvent été une conditionnalité à l'octroi de l'aide au développement. La littérature relative à l'aide présente deux visions divergentes en ce qui concerne ses effets sur la gouvernance démocratique et partant sur la croissance. La première vision dite optimiste soutient que l'aide peut avoir un effet positif sur la gouvernance des pays en développement via l'amélioration du processus démocratique. La seconde vision dite pessimiste soutient que l'aide est non seulement incapable de promouvoir la démocratie, mais au contraire peut favoriser l'érection des dictatures.

La vision optimiste de l'aide étrangère la considère comme détentrice d'une force capable de transformer les régimes dictatoriaux en démocratie. Knack (2004) identifie trois voies à travers lesquelles l'aide pourrait démocratiser les pays bénéficiaires. Il s'agit premièrement de fournir une assistance technique et d'autres formes d'assistance aux pays en développement afin de renforcer leurs systèmes judiciaire et législatif. Si l'aide sectorielle est capable de renforcer le pouvoir du gouvernement dans les systèmes centralisés des pays en développement, elle peut aussi contrôler le pouvoir exécutif et diminuer son contrôle autocratique. L'assistance technique visant à favoriser l'organisation des élections démocratiques, à procurer des infrastructures électorales telles que la sécurité des bureaux des votes, la supervision des élections et la présence des observateurs étrangers afin d'assurer la transparence, pourrait ainsi améliorer la démocratie du pays bénéficiaire. De même, si l'aide sectorielle peut renforcer la démocratie, renforcer les institutions par exemple la primauté de la loi et l'amélioration du système pénal, pour le rendre plus juste, plus efficace et plus transparent ; cela peut aussi améliorer les régimes politiques.

Deuxièmement, en améliorant l'éducation et le revenu, l'aide étrangère peut renforcer la démocratie des pays récipiendaires. Des recherches menées par Lipset (1959), Glaeser et *al.* (2004), et Glaeser, Ponzetto et Shleifer (2007), par exemple, suggèrent que devenir plus riche et mieux éduqué rend les pays plus démocratiques. S'il est vrai que l'aide à la capacité d'améliorer l'éducation et le revenu des pays récipiendaires, elle peut aussi promouvoir la démocratie dans des régimes dictatoriaux.

Troisièmement, l'aide étrangère peut promouvoir la démocratie dans les pays bénéficiaires à travers la conditionnalité d'allocation. Il s'agit d'exiger l'accélération du

processus démocratique comme condition pour être éligible à une aide et obliger les pays récipiendaires à décentraliser leurs institutions politiques.

Contrairement à la vision optimiste, la vision pessimiste considère l'aide comme détentrice d'un pouvoir de transformer les régimes démocratiques en régimes dictatoriaux. Bauer (2000) était parmi les premiers à avancer la théorie selon laquelle l'aide est à même d'installer durablement des pays dans la dictature. Selon Bauer (2000), l'aide constitue une ressource discrétionnaire qui peut être utilisée par l'exécutif à des fins de manipulation du processus électoral et d'accroissement des dépenses militaires. Une analyse récente de Djankov et *al* (2008), confirme cette hypothèse. Par ailleurs, les travaux de Rajan et Subramanian (2007) soutiennent que l'aide a un effet corrosif sur les institutions politiques de pays récipiendaires. En effet, l'aide au développement peut aider le parti au pouvoir à asseoir son régime en instrumentalisant ou en réprimant par la force toutes les velléités d'opposition. Par ailleurs, les ressources émanant de l'aide peuvent permettre de contrôler le pouvoir législatif et modifier la constitution à des fins de conservation indéfinie du pouvoir. Face à cette vision hautement pessimiste du rôle de l'aide sur la démocratie, les travaux de Dutta et Leeson (2009) trouvent que l'aide n'a pas assez de pouvoir pour affecter les institutions politiques. Pour eux, l'aide n'est ni un élixir magique capable d'implanter la démocratie dans des régimes dictatoriaux, ni un puissant poison qui transforme les démocraties en dictatures. L'aide peut avoir un impact non négligeable sur les institutions politiques d'un pays, mais cet impact est limité. Elle amplifie plutôt les structures institutionnelles existantes en renforçant les pays sur la voie qu'ils ont déjà choisie. C'est ce que les auteurs appellent « effet amplificateur ».

### **1.2.2. APD, gouvernance techniciste et croissance dans les pays récipiendaires**

La communauté internationale a pris l'engagement d'atteindre les Objectifs de développement du Millénaire d'ici l'an 2015. Pour y répondre, la plupart des bailleurs de fonds envisage d'augmenter fortement leur budget consacré à l'aide au développement, afin d'accroître le volume des dépenses publiques des pays bénéficiaires. Un des enjeux principaux consiste à rendre compatible cette augmentation de l'aide avec une amélioration de la qualité de leurs

dépenses publiques. En effet, l'essentiel de l'aide est susceptible de transiter par le budget<sup>9</sup> des Etats bénéficiaires, ce qui affectera le volume total et la qualité de la dépense publique.

Selon Amprou et Cottet (2006), la littérature sur la relation entre l'aide et la politique budgétaire peut être regroupée selon deux directions : La première pose et traite la question de l'impact d'une augmentation de l'aide sur le niveau total des recettes publiques. La seconde est consacrée à l'impact de l'aide sur la qualité de la dépense.

La question de l'impact d'une augmentation de l'aide sur le niveau total des recettes publiques s'articule autour de trois axes. Il y a ceux qui pensent que l'augmentation de l'aide peut accroître les niveaux de taxation (Heller, 2005 ; Guillaumont et Guillaumont Jeanneney, 2006). L'augmentation des taxations va se traduire par un supplément des ressources pour l'Etat, lequel supplément va induire un accroissement de l'investissement et donc la croissance. A ce premier point de vue s'oppose un second, qui soutient que l'un des objectifs de l'aide au développement doit être la diminution des taux de taxation, permettant de stimuler l'investissement privé et l'activité économique, produisant in fine une augmentation des ressources internes et la croissance (Adam et O'Connell, 1999 ; Collier, 1999 ; Gunning, 2005). Selon un troisième point de vue enfin, la nécessité de financer des services additionnels n'est pas la seule justification au maintien des niveaux de taxation en cas d'augmentation de l'aide au développement. La capacité d'un État à collecter l'impôt est l'un des déterminants essentiels de la mise en place d'institutions crédibles et de la création d'un lien de redevabilité entre l'État et les citoyens (Azam et *al.*, 1999 ; Moore, 2004 ; Chambas, 2005 ; Moss et *al.*, 2006).

En somme, l'impact de l'aide publique au développement sur le niveau des ressources publiques à la disposition d'un gouvernement et sur le niveau et la qualité de la dépense publique, à travers trois canaux essentiels : l'amélioration de la collecte, la baisse de la taxation et l'érection d'institutions financières crédibles.

---

<sup>9</sup> La politique budgétaire se définit comme la gestion de la dépense et des recettes publiques à des fins de stabilisation.

## **II- Effectivité de la gouvernance comme canal de transmission de l'APD à la croissance économique en Afrique Subsaharienne**

Il est question dans cette section d'interroger les données africaines dans la perspective d'une meilleure compréhension de l'influence de l'APD sur la croissance sous l'hypothèse de bonne gouvernance (démocratique et techniciste). D'une part, le modèle économétrique à tester sera présenté. D'autre part, il sera question de présenter les données utilisées.

### **2.1. Modèle économétrique, variables et méthode d'estimation**

L'analyse de l'effet de l'aide sur la croissance économique d'un groupe de pays pose un problème de choix de la méthodologie, dans la mesure où les mécanismes de transmission de l'aide peuvent varier d'un pays à un autre. La non prise en compte de cette hétérogénéité peut conduire à des résultats erronés. En plus, la littérature consacrée à ce sujet montre que l'aide peut avoir un effet direct ou indirect sur la croissance économique.

Par conséquent, pour mieux cerner l'effet de l'aide sur les économies africaines, il est intéressant de recourir à un modèle à plusieurs équations. L'avantage de cette méthode est qu'elle permet non seulement d'étudier l'effet direct de l'aide sur la croissance, mais aussi d'appréhender les principaux canaux à travers lesquels l'aide se transmet à la croissance.

L'approche par un modèle à équations simultanées permet aussi de tenir compte d'une importante critique des études de l'impact de l'aide sur la croissance qui mettent uniquement l'accent sur la relation entre les deux phénomènes sans expliciter les mécanismes par lesquels le premier agit sur le deuxième. Par ailleurs, afin de faire ressortir les différences entre les pays, l'approche par les modèles de données de panel permet d'obtenir de meilleurs résultats.

Les avantages des modèles de données de panel sont nombreux. La double dimension des données (individuelle et temporelle) permet de rendre compte simultanément de la dynamique des comportements et de leur éventuelle hétérogénéité, ce qui constitue un avantage par rapport aux autres types de données que sont les séries temporelles et les coupes transversales. A ces avantages viennent s'ajouter d'autres liés au nombre très élevé des données et leur variabilité (Sevestre, 2002).

Deux approches sont mises en évidence à ce niveau. La première est une approche directe qui consiste à considérer que l'aide affecte directement la croissance, mais que cet effet est

catalysé par le niveau de la démocratie, du niveau des recettes fiscales et de la situation instable des pays bénéficiaires. La seconde approche est indirecte et consiste à penser que l'aide agit sur la croissance via la promotion de la gouvernance démocratique et de la gouvernance techniciste. Ces deux approches impliquent deux méthodologies différentes.

### 2.1.1. Modélisation de la relation directe entre l'aide et la croissance

Soit la spécification suivante fondée sur un modèle de croissance néoclassique traditionnel en économie ouverte :

$$Y_{it} = \alpha_0 + \alpha_i + \beta_0 aid_{it} + \beta_1 aid_{it} * demo_{it} + \beta_2 aid_{it} * taxrev_{it} + \beta_3 aid_{it} * dummy_{it} + \beta_4 aid_{it}^2 + \sum_{j=1}^k \varphi_j x_{it} + \varepsilon_{it} \quad (3)$$

Les variables de gauche à droite représentent respectivement le taux de croissance annuel moyen du PIB par tête du pays  $i$  à la période  $t$ , la constante, l'effet fixe pays, l'aide publique au développement, une variable croisée de l'aide et de la gouvernance démocratique, une variable croisée de l'aide et de la gouvernance techniciste, une variable croisée de l'aide et une variable muette qui prend la valeur 1 pour les pays instables et 0 pour les pays stables, l'aide au carré, et un ensemble de variables de contrôle au rang des quelles se trouvent l'épargne, l'investissement en capital physique, l'investissement en capital humain, la masse monétaire M2, la corruption, la qualité de l'administration publique et l'ouverture au commerce mesurée par l'importation sur le PIB.

L'équation (3) est estimée par les moindres carrés ordinaires. Toutefois en présence d'endogénéité des variables explicatives, l'estimateur des moindres carrés ordinaires est biaisé. En effet, la condition d'identification qui postule l'orthogonalité des variables explicatives et du terme d'erreur est violée. Dans la mesure où l'aide présente une forte présomption d'endogénéité, l'usage d'un estimateur des variables instrumentales est approprié. Cette approche peut se faire de deux manières. La première consiste à utiliser l'estimateur des doubles moindres carrés. La seconde fait appel à la méthode des moments généralisés. Ces deux estimateurs sont utilisés pour tester la robustesse des résultats.

### 2.1.2. Modélisation de la relation indirecte entre l'aide et la croissance

Soit la spécification suivante de la relation entre l'aide et la croissance basée sur les études de Dollar et Burnside (2000) ; Morrissey et *al.*, (2002) et Doucouliagos et *al.* (2009), dans laquelle  $x$  représente l'ensemble des variables de contrôle précédemment évoquées.

$$Y_{it} = \iota_0 + \iota_i + \phi aid_{it} + \phi_1 aid_{it}^2 + \phi_2 demo_{it} + \phi_3 taxrev_{it} + \sum_{j=1}^k \delta_j x_{it} + \pi_{it} \quad (4)$$

La gouvernance démocratique et la gouvernance techniciste sont les canaux de transmission de l'aide à la croissance si et seulement si l'aide affecte significativement et positivement la gouvernance démocratique et la gouvernance techniciste ; et qu'en retour, ces dernières affectent significativement la croissance. Il vient donc la nécessité de spécifier les équations de la gouvernance démocratique et de la gouvernance techniciste qui dépendent de l'aide, comme suit :

Pour spécifier l'équation de la gouvernance démocratique, nous avons utilisé la démarche de Svensson (1999). Elle est de la forme suivante :

$$demo_{it} = \xi_0 + \xi_i + \rho_1 aid_{it} + \rho_2 aid_{it}^2 + \rho_3 pibr_{it} + \rho_4 Ethno_{it} + \rho_5 Edu_{it} + v_{it} \quad (5)$$

Dans cette équation sont libellés de gauche à droite la gouvernance démocratique captée par « l'indice de démocratie » de l'international country risk guide (ICRG). Cette variable est une moyenne des scores attribués à trois sous variables à savoir : la participation libre au processus électoral, les contraintes s'exerçant sur l'exécutif et la transparence dans le recrutement des décideurs. Puis vient la constante, l'effet fixe pays, l'aide, le carré de l'aide, le produit intérieur brut réel et la fraction ethnolinguistique.

La spécification de l'équation de la gouvernance techniciste repose principalement sur les travaux de Brun et *al.* (2008). En effet, la gouvernance techniciste peut être mesurée à partir des seules recettes fiscales ou à partir de l'ensemble des ressources de l'Etat, c'est-à-dire en ajoutant les recettes non fiscales correspondant aux produits d'exploitation et au produit du domaine public. L'utilisation de l'indicateur de recettes publiques totales est préférable dans la mesure où il n'est pas sensible à des substitutions entre grandes catégories de recettes publiques, en particulier entre recettes fiscales et non fiscales.

L'équation de la gouvernance techniciste peut prendre la forme suivante :

$$Taxrev_{it} = \lambda_0 + \lambda_1 Im\ port_{it} + \lambda_2 tcr_{it} + \lambda_3 inf\ l_{it} + \lambda_4 IC_{it} + \lambda_5 Admi_{it} + \lambda_6 Aid_{it} + v_{it} \quad (6)$$

Cette équation prend en compte les variables de politique macroéconomique, les variables institutionnelles, une variable structurelle et une variable d'aide.

Sous l'hypothèse d'exogénéité stricte des variables explicatives incluses dans la régression, les équations (5) et (6) sont estimées par les moindres carrés ordinaires. Dans l'hypothèse contraire l'estimateur des doubles moindres carrés est utilisé. Par la suite, on extrait les résidus de la régression des équations qui sont utilisés comme instrument de la démocratie et des recettes fiscales dans l'équation (4). Cette approche contraste avec la méthode instrumentale qui consiste à utiliser la variable prédite comme instrument. Cette méthode dite du résidu de Pagan s'explique par le fait qui suit : pour tenir compte par exemple de la gouvernance démocratique comme canal à travers lequel l'APD agit sur la croissance, il faut que la variable de gouvernance démocratique soit significativement influencée par l'aide, et qu'elle ait un impact positif significatif sur la croissance. Cependant un problème se pose.

En effet, toute l'aide n'est pas affectée au seul canal de transmission et il existe donc un effet sur la croissance qui est indépendant de l'aide. De manière illustrative, si la gouvernance démocratique est le canal par lequel l'aide affecte la croissance, toute l'aide n'est pas affectée à cette gouvernance. Ainsi, il existe une fraction de la gouvernance démocratique qui est indépendante de l'aide. Or dans l'équation de la croissance, la gouvernance démocratique et l'aide sont mises ensemble il y a double comptabilité et donc sous estimation de l'effet de l'aide. La méthode du résidu généré de Pagan (1984) est donc théoriquement et empiriquement justifiée. Pagan (1984) montre par ailleurs que les estimateurs issus de cette procédure sont asymptotiquement efficaces.

L'estimation de l'équation de croissance (4) peut alors être effectuée par l'usage des méthodes précisées dans le cadre de l'estimation directe.

## **2.2. Sources des données, résultats et commentaires**

Nous présentons ci-dessous dans un premier temps les sources des données utilisées dans le cadre de l'étude. Dans un second temps les résultats et commentaires de nos estimations sont exposés.

### **2.2.1. Sources des données**

Les données ne sont relatives qu'aux pays d'Afrique subsaharienne. Celles portant sur les indices de la démocratie, de la corruption, de la qualité de l'administration et à la fragmentation ethnolinguistique proviennent de l'ICRG (2006). Les données restantes proviennent de la base de la Banque mondiale (World Development Indicators, 2008 et du World Bank Africa database, 2006).

Notre période d'étude porte sur onze ans, allant de 1995 à 2005. Par ailleurs, faute de disponibilité de données, nous avons été contraints de ne retenir, en définitive, que vingt cinq pays<sup>10</sup>.

### **2.2.2. Résultats et commentaires**

Nous avons commencé notre analyse économétrique par le test de comparaison des moyennes qui permet de comparer le volume d'aide, le niveau du PIB réel et le niveau de démocratie selon qu'on se trouve en situation de non conflit ou de post conflit. Ensuite, nous présentons les effets directs de l'APD sur la croissance en Afrique Subsaharienne. Enfin, nous présentons les résultats de la régression sur la relation indirecte aide-croissance via la gouvernance en Afrique subsaharienne.

Trois résultats forts se dégagent du test de comparaison des moyennes et sont présentés dans les tableaux ci-dessous:

Le tableau 1 ci-dessous montre que l'aide en moyenne est plus affectée en volume dans les pays en post conflit que dans les pays sans conflit. Ce résultat peut s'expliquer par le fait

---

<sup>10</sup> Angola, Benin, Botswana, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ethiopie, Gabon, Ghana, Kenya, Libéria, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Namibie, Nigéria, Ouganda, Sénégal, Sierra Leone, RDC, Rwanda, Tanzanie et Zambie.

qu'en situation de post conflit, l'octroi de l'aide peut contribuer à remettre les pays sur le sentier de la croissance et réduire la probabilité de replonger dans un nouveau conflit.

**Tableau 1** : Test de moyenne sur le volume de l'aide en contexte africain de post conflit et de non conflit

	<b>Observation</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Ecart type</b>	<b>T-student</b>
<b>Pays en post conflit</b>	109	2.535041	0.893557	-6.7435
<b>Pays sans conflit</b>	164	1.630131	0.6733348	

Le tableau 2 ci-après montre que le niveau du PIB réel en moyenne est plus faible dans les pays en post conflit que ceux de non conflit. La faiblesse du PIB en contexte de post conflit vient du fait que tous les facteurs susceptibles de booster la croissance économique sont détruits à la suite de conflit armé. Aussi, l'épargne nationale est insuffisante pour favoriser l'investissement, directement ou indirectement productif.

**Tableau 2** : Test de moyenne sur le niveau du PIB réel en contexte africain de post conflit et de non conflit

	<b>Observation</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Ecart type</b>	<b>T-student</b>
<b>Pays en post conflit</b>	109	5.480577	0.893557	7.5282
<b>Pays sans conflit</b>	166	6.301731	1.32357	

Le tableau 3 montre que l'indice de démocratie en moyenne dans les pays africains en post conflit est inférieur à ceux de non conflit. Les justifications à ce résultat découlent du fait que dans les pays en post conflit, le contexte politique est dépourvu des libertés individuelles, de système d'imputabilité où la gestion des publics n'est pas soumise à l'évaluation de la population à travers des élections démocratiques et où il n'existe pas de société civile active qui influe sur le mode de gouvernement de la société.

**Tableau 3** : Test de moyenne sur l'indice de démocratie en contexte africain de post conflit et de non conflit

	<b>Observation</b>	<b>Moyenne</b>	<b>Ecart type</b>	<b>T-student</b>
<b>Pays en post conflit</b>	109	2.484709	1.422359	6.4603
<b>Pays sans conflit</b>	144	3.48669	0.8895471	

Au regard de ces tableaux, on peut retenir que la démocratie et le PIB réel ne pourraient expliquer les conditions d'allocation de l'aide publique au développement en Afrique Subsaharienne. Il convient donc de voir si la gouvernance joue un rôle catalyseur ou est un canal de transmission de l'aide à la croissance.

## Les effets observés de l'aide sur la croissance en Afrique Subsaharienne

Les résultats issus des tests économétriques fournissent deux résultats majeurs. Dans un premier temps, les analyses effectuées fournissent l'évidence d'un effet positif direct de l'aide sur la croissance. Dans un second temps, les résultats montrent que l'aide affecte indirectement la croissance par le canal de la gouvernance.

### i) De l'évidence d'un effet positif direct de l'aide sur la croissance en Afrique Subsaharienne

La modélisation de l'effet direct de l'aide sur la croissance suggère que l'aide a un effet positif sur la croissance. Cependant, contrairement à l'hypothèse retenue dans le cadre de cet article, la gouvernance ne joue pas un rôle catalyseur de l'efficacité de l'aide. Ce résultat conforte ce qui avait déjà été observé sur le plan statistique par les tests de comparaison des moyennes, à savoir que les pays démocratiques ne sont pas ceux qui reçoivent le montant le plus élevé d'aide.

**Tableau 4** : Effet direct de l'aide au développement sur la croissance

Méthode d'estimation: MCO / Modèle: Effet Fixe (EF)		
Variable dépendante : IY		
Variabiles	Coefficient	Probabilité
<b>Laid</b>	0.433012***	0.011
<b>laid2</b>	-0.0693392	0.414
<b>Aidemo</b>	-0.0013859	0.796
<b>Taxraid</b>	-0.000591	0.758
<b>Aiddummy</b>	0.0192908*	0.073
<b>Ls</b>	0.1300341	0.229
<b>Lfbcf</b>	0.6714094**	0.027
<b>Limport</b>	-0.2193992	0.511
<b>Edu</b>	2.02e-08	0.430
<b>Admin</b>	-0.0096189	0.926
<b>Ic</b>	-0.0906785	0.405
<b>C</b>	-0.9928088	0.452
<b>R<sup>2</sup></b>	0.1081	
<b>F-statistic</b>	2.30	
<b>Nbre Observation.</b>	172	

\*Significative au seuil de 10% \*\* significative au seuil de 5% \*\*\* significative au seuil de 1%

Comme l'illustre le Tableau 4, si l'on considère notre échantillon dans son ensemble, l'aide a un effet positif et significatif. En effet, une augmentation de 1% de l'aide publique au

développement se traduit par une augmentation de 0.43% de la croissance. De façon particulière, l'aide est plus efficace en contexte africain de post conflit, comme le révèle le coefficient de la variable croisée Aiddummy. L'observation qui se dégage est qu'une augmentation de l'aide en environnement de post conflit de 10% se traduirait par une augmentation du taux de croissance de 0.02 point. Les arguments pouvant justifier nos résultats s'appuient sur les travaux des défenseurs de l'aide (Levy, 1988 ; Stiglitz, 2000).

En dépit de récentes analyses qui relativisent l'impact de l'aide sur la croissance (notamment Boone, 1994 et Moyo, 2009), la présente analyse suggère que l'aide est efficace aussi bien dans les pays africains stables que dans les pays africains en situation de post conflit. On peut évoquer dans ce sens la réussite de plusieurs pays africains qui ont reçu de gros apports d'aide comme le Botswana, le Mozambique et la Tanzanie. Dans les 40 années écoulées depuis la généralisation de l'aide, on constate dans un grand nombre de pays, l'amélioration des indicateurs de gouvernance, les indicateurs de santé et d'éducation. Il est donc difficile de nier le rôle de l'aide publique au développement sur la croissance des pays de l'Afrique Subsaharienne. L'Afrique subsaharienne est souvent citée comme preuve de l'inefficacité de l'aide, mais la réalité est inverse : sans l'assistance internationale, comment rendre compte du paradoxe d'un continent sans croissance économique soutenue et qui, pourtant, a vu ses conditions concrètes de vie, de santé et d'éducation s'améliorer significativement ?

## **ii) La gouvernance comme canal de transmission de l'aide à la croissance dans les pays d'Afrique au sud du Sahara.**

Le principe de la modélisation indirecte des effets de l'aide sur la croissance consiste dans un premier temps, à voir si l'aide affecte la gouvernance. Dans un second temps, il est question de voir si la gouvernance affecte la croissance. De la sorte, si les deux effets postulés ci-dessus sont confirmés, alors la gouvernance est un canal de transmission de l'aide à la croissance. Pour ce faire, nous présentons en premier lieu les résultats relatifs à la relation entre l'aide et la gouvernance. En second lieu, il sera question d'exposer les effets de la gouvernance sur la croissance.

L'évaluation des effets de l'APD sur la gouvernance démocratique dans les pays d'Afrique au Sud du Sahara est donnée dans le tableau 2. Contrairement aux résultats de

Bräutigam et Knack (2004) ; et Brown (2005), l'APD contribue à promouvoir et à renforcer la démocratie.

Les estimations montrent en effet que l'aide et le PIB réel affectent positivement et significativement la gouvernance démocratique au seuil de 1%. L'ampleur de l'effet est de l'ordre de 0.275% pour une hausse de 1% de l'aide. La gouvernance démocratique pourrait être un potentiel canal de transmission de l'aide au développement. Les justifications à ce résultat peuvent se trouver dans le financement du processus électoral, la mise en place des gouvernements légitimes et à leur ouverture à la société civile, afin que les leaders politiques répondent mieux aux besoins et aux attentes des populations.

**Tableau 5** : Estimation de la gouvernance démocratique

<b>Méthode d'estimation: MCO / Modèle: Effet Fixe (EF)</b>		
<b>Variable dépendante : demo</b>		
<b>Variab</b>	<b>Coefficient</b>	<b>Probabilité</b>
<b>Laid</b>	0.275** (2.28)	0.004
<b>Ethno</b>	0.003 (0.54)	0.590
<b>Lpibr</b>	2.150** (5.58)	0.000
<b>C</b>	-10.181** (-4.34)	0.000
<b>R-Squared</b>	0.10	
<b>F-statistic</b>	10.70	
<b>Nombre d'Observ.</b>	252	

Note : les chiffres entre parenthèses donnent les T-student . \*\* significative au seuil de 5%

En ce qui concerne les effets de l'APD sur la gouvernance techniciste, les résultats sont résumés dans le tableau 6. L'APD contribue à expliquer de façon positive et significative la mobilisation des recettes fiscales en Afrique Subsaharienne.

L'estimation du modèle à effet fixe sans prise en compte de l'endogénéité de l'aide montre que l'aide affecte positivement la gouvernance techniciste au seuil de 10%. Ainsi 1% d'augmentation de l'aide s'accompagne d'une hausse de 0.5159 % de la mobilisation des recettes fiscales. Ce résultat est semblable à celui obtenu par Kene et *al.* (2008), et McGillvray et Morrissey (2004). Plusieurs tentatives d'explications ont été apportées pour justifier ce résultat. Mais dans le contexte de notre étude, nous pouvons retenir les explications ci-après.

En effet, si les responsables politiques des pays africains ne traitent pas les ressources extérieures d'aide comme un substitut aux recettes intérieures, une expansion sensible de l'aide pourrait soutenir la mobilisation des recettes intérieures, notamment en renforçant l'effort de recouvrement de l'impôt. Cela pourrait stimuler l'activité économique dans la mesure où le souci de renforcement de la charge fiscale pourrait réduire les distorsions intérieures. Ainsi, la gouvernance techniciste est un canal potentiel par le quel l'aide pourrait affecter la croissance économique.

**Tableau 6 :** Estimation de l'équation de la gouvernance techniciste

<b>Méthode d'estimation: MCO / Modèle: Effet Fixe (EF)</b>		
<b>Variable dépendante : Itaxrev</b>		
<b>Variabiles explicatives</b>	<b>Coefficient</b>	<b>Probabilité</b>
<b>limport</b>	0.293** (3.61)	0.000
<b>Infl</b>	0.000251 (0.77)	0.442
<b>Ic</b>	-0.0499** (-2.07)	0.039
<b>Admin</b>	-0.0475* (-1.64)	0.102
<b>laid</b>	0.5159* (1.78)	0.077
<b>C</b>	1.6647** (5.73)	0.000
<b>R-Squared</b>	0.1	
<b>F-Statistic</b>	8.45	
<b>Nombre d'Observation</b>	252	

\*Significative au seuil de 10% \*\* significative au seuil de 5% \*\*\* significative au seuil de 1%

Note : les chiffres entre parenthèses donnent les T-student.

En ce qui concerne les effets indirects de l'aide sur la croissance, les résultats sont reportés dans le tableau 7. L'estimation par les doubles moindres carrés avec le résidu de Pagan montre que l'aide affecte positivement et significativement la croissance au seuil de 5% (1.06% de magnitude). Ce résultat peut s'expliquer en prenant pour cadre de référence analytique les travaux de Burnside et Dollar (2000). Selon ces auteurs, l'aide est utile et efficace dans les pays à faible revenu qui pratiquent de bonnes politiques économiques et disposent d'institutions de qualité. Pour tenir compte de la gouvernance démocratique et de la gouvernance techniciste comme mécanisme de transmission de l'effet indirect de l'aide sur la croissance ; il faut que

l'aide affecte significativement et positivement les deux composantes de la gouvernance ; et qu'en retour, ces dernières affectent significativement la croissance.

Les résultats des tableaux 5 et 6 montrent l'effet positif de l'aide sur les deux déclinaisons de la gouvernance. Les résidus extraits des équations de la gouvernance et utilisés comme instruments des variables de gouvernance dans l'équation de la croissance montrent que la gouvernance démocratique a un effet positif et significatif sur la croissance au seuil de 5% (0.94% de magnitude) ; en revanche, la gouvernance techniciste a un effet positif et non significatif sur la croissance (Tableau 7). En s'en tenant à ces résultats, la gouvernance démocratique est un canal de transmission valide de l'aide à la croissance en Afrique subsaharienne. Par contre, la gouvernance techniciste n'est pas un mécanisme valide par lequel l'aide affecte la croissance.

Pour traiter de manière adéquate le problème d'endogénéité des variables explicatives, nous faisons recours à l'estimateur des moments généralisés sur panel dynamique. Les résultats issus de l'usage de cette méthodologie confirment ceux de l'estimation par la méthode des doubles moindres carrés. La seule différence réside dans le fait que la gouvernance techniciste non expliquée par l'aide (résidu de la régression du tableau 6) affecte significativement et positivement la croissance économique. Ce qui traduit la validité des recettes fiscales comme canal de transmission de l'APD.

**Tableau 7 : Effet indirect de l'APD sur la croissance via la gouvernance techniciste et démocratique**

<b>Méthode d'est d'estimation: 2MCO / Modèle: Effet Fixe (EF) et GMM</b>				
Variable dépendante : IY				
	2MCO		GMM	
<b>Variabes</b>	Coefficient	Probabilité	Coefficient	probabilité
<b>laid</b>	1.064371**	0.026	1.771967**	0.001
<b>laid2</b>	-0.23303**	0.006	-0.10855	0.223
<b>demo</b>	0.944219**	0.041	7.047284**	0.000
<b>taxrev</b>	1.205519	0.567	7.507359***	0.018
<b>lm2</b>	0.965294	0.207	1.092722	0.228
<b>ls</b>	0.080454	0.539	0.327928*	0.080
<b>lfbcf</b>	0.590474*	0.190	0.807181*	0.149
<b>limport</b>	-1.733223*	0.078	-2.89640**	0.029
<b>IY(-1)</b>			-0.20723**	0.029
<b>c</b>	-5.11112*	0.102	-0.45027**	0.000
<b>R<sup>2</sup></b>	0.1785			
<b>Nbre Observ.</b>	157		102	

\*Significative au seuil de 10% \*\* significative au seuil de 5% \*\*\* significative au seuil de 1%

## **Conclusion et recommandations de politique économique**

Le débat sur l'efficacité de l'aide en tant que stimulant de la croissance est vieux de plusieurs années et, pourtant, une grande incertitude subsiste au sujet de la relation entre l'aide et la croissance. Certains chercheurs estiment qu'il n'existe aucun effet ou que cet effet est négatif. D'autres voient un effet positif, mais avec des retombées qui vont en diminuant. D'autres encore soutiennent que l'efficacité de l'aide est conditionnée à un ensemble de facteurs au rang des quels se trouve la gouvernance.

Au regard de ce débat, l'objectif de cette étude a été de voir si la gouvernance dans sa composante démocratique et techniciste renforce l'efficacité macroéconomique de l'aide, en terme de croissance économique dans les pays d'Afrique subsaharienne. La spécificité de l'approche retenue dans le cadre de cette présentation réside dans la mise en lumière des effets directs et indirects de l'aide en présence de la gouvernance. Dans le premier cas, il a été question de voir si la gouvernance tant dans ses aspects démocratique et techniciste peut servir de catalyseur à l'effet de l'aide sur la croissance de long terme. Dans un second temps, il s'est agi de voir si la gouvernance dans ses déclinaisons démocratiques et techniciste peut servir de canal de transmission de l'aide à la croissance de long terme.

Pour atteindre nos objectifs, on a fait usage d'une méthodologie basée sur un modèle structurel appliqué sur des données de panel. Trois résultats forts se dégagent de l'étude.

Concernant l'effet direct de l'aide sur la croissance, si l'on considère notre échantillon dans son ensemble, l'aide a un effet positif et significatif. En effet, une augmentation de 1% de l'aide publique au développement se traduit par une augmentation de 0.43% de la croissance. De façon particulière, l'efficacité de l'aide se traduit plus en contexte africain de post conflit. L'observation qui se dégage est qu'une augmentation de l'aide en environnement de post conflit de 10% se traduit par une augmentation du taux de croissance de 0.02 point.

Pour ce qui est des effets indirects de l'aide sur la croissance, les résultats obtenus par la méthode du résidu de Pagan montre que l'aide affecte positivement et significativement la croissance au seuil de 5% (1.06% de magnitude). On observe également un effet positif de l'aide sur les deux déclinaisons de la gouvernance. Les résidus extraits des équations de la gouvernance et utilisés comme instruments des variables de gouvernance dans l'équation de la croissance

montrent que la gouvernance démocratique à un effet positif et significatif sur la croissance au seuil de 5% (0.94% de magnitude) ; en revanche, la gouvernance techniciste à un effet positif et non significatif sur la croissance. En s'en tenant à ces résultats, la gouvernance démocratique est un canal de transmission valide de l'aide à la croissance en Afrique subsaharienne. Par contre, la gouvernance techniciste n'est pas un mécanisme valide par lequel l'aide affecte la croissance.

Au regard de nos observations empiriques, des améliorations dans le dispositif de gestion de l'aide sont nécessaires et peuvent s'articuler autour des points suivants :

- Renforcer le volume de l'aide publique au développement dévolu au soutien de la gouvernance démocratique. En effet, la gouvernance démocratique est gage de l'efficacité de l'APD en matière d'investissement en capital physique et humain ;
- Orienter l'APD vers le renforcement du climat des affaires : pour améliorer la vitesse de création de nouvelles entreprises, permettre l'attraction des activités informelles vers le secteur formel, améliorer les recettes fiscales de l'Etat (mise en place d'un système fiscal incitatif) et encourager les investissements et par conséquent accélérer la croissance ;
- combiner les mesures de bonne gouvernance avec d'autres politiques qui permettent la réduction des inégalités.

En définitive, l'aide peut contribuer au décollage économique des pays d'Afrique subsaharienne ; mais, son efficacité exige la prise en compte d'autres variables socio-économiques. C'est pourquoi des études ultérieures gagneraient à intégrer de façon explicite la question de la redistribution du revenu et de l'amélioration du climat des affaires dans l'analyse de l'efficacité de l'aide.

## Références Bibliographiques

- Adam, C. et S.-A., O’connell (1999)**, “Aid, Taxation and Development in Sub-Saharan Africa”, *Economics and Politics* 11 (3), pp. 225-253.
- Amprou, J. et C. Cottet (2006)**, “Aide et politique budgétaire des pays bénéficiaires : une revue de la littérature économique”, Rapport Thématique *JUMBO*, AFD.
- Azam, J.-P., S. Devarajan et S.-A., O’connell (1999)**, *Aid Dependence Reconsidered*, Policy Research Working Paper WPS 2144, Banque mondiale, Washington.
- Banque mondiale (1998)**, *Assessing Aid: What Works, What Doesn’t, and Why?* Oxford University Press, New York.
- Bauer, P.T. (2000)**, *From Subsistence to Exchange and Other Essays*. Princeton: Princeton University Press.
- Boone, P. (1994)**, “The impact of foreign aid on savings and growth,” Center for Economic Performance Working Paper, n°677, London School of Economics.
- Bräutigam, D. A. et S. Knack (2004)**, “Foreign Aid, Institutions and Governance in Sub-Saharan Africa,” *Economic Development and Cultural Change* 52: 255-285.
- Brown, S (2005)**, “Foreign Aid and Democracy Promotion: Lessons from Africa”, *The European Journal of Development Research* 17, 2: 179–198.
- Brun, J-F., Chambas, G et Guérineau, S., (2008)**, “Aide et mobilisation fiscale dans les pays en développement”, *Etudes et Documents*, E 2008.12, CERDI.
- Burnside, C et D. Dollar (2000)**, “Aid, Policies, and Growth,” *American Economic Review* 90: 847-868.
- Burnside, C et D. Dollar (2004)** “Aid, Policies, and Growth: Revisiting the Evidence,” *World Bank Policy Research Working Paper Series*, No. 3251.
- Burnside, C. et D. Dollar, (1997)**, “Aid, Policies, and Growth”, *Policy Research Working Paper*, No. 1777, Washington DC: World Bank. Revised version published in *American Economic Review*, September, 2000.
- Chambas, G. (2005)**, “ Afrique au Sud du Sahara : quelle stratégie de transition fiscale ? ”, *Afrique contemporaine*, 213 : 133-163.
- Collier., P., (1999)**, “ On the Economic Consequences of Civil War”, *Oxford Economic Papers* 51, 168-83.
- Dalgaard, C-J. et H. Hansen (2001)**, “On Aid Growth and Good Policies”. *Journal of Development Studies* 37(6): 17-41.

- Djankov, S., J. G. Montalvo et M. R., Querol (2008)**, “The Curse of Aid,” *Journal of Economic Growth* 13: 169-194.
- Doucouliafos, H. and M. Paldam (2009)**, "Conditional aid effectiveness: a meta-analysis," *Journal of International Development* 21(7): 1582-1601.
- Dowling, J. M. and U. Hiemenz (1982)**. “Aid, savings, and growth in the Asian region,” Report n°3, Economic Office, Asian Development Bank.
- Glaeser, E. L., R. La Porta, F. Lopez-de-Silanes et A. Shleifer (2004)**, “Do Institutions Cause Growth?,” *Journal of Economic Growth* 9: 271-303.
- Glaeser, E.L., G. A.M. Ponzetto et A. Shleifer (2007)**, “Why Does Democracy Need Education?,” *Journal of Economic Growth* 12: 77-99.
- Guillaumont, P. et Guillaumont-Jeanneney, S. (2006)**, “Big Push versus Absorptive Capacity: How to Reconcile the Two Approaches”, article présenté à la conférence de l’UNU-WIDER « Aid: Principles, Policies and Performance », Helsinki, juin, ronéo.
- Gunning, J.-W. (2005)**, “ Pourquoi donner de l’aide ? ”, *Revue d’Economie du Développement* 2 (3) : 7-50.
- Hansen H. et F. TARP, (2001)**, “Aid and Growth Regressions”. *Journal of Development Economics* 64(2): 547-570.
- Hausman, J. (1978)**, “Specification Tests in Econometrics”, *Econometrica*, 46: 1251-1271.
- Heller, P.-S. (2005)**, “Understanding Fiscal Space”, Policy Discussion Paper PDP/05/4, FMI, Washington.
- Kene, E., Kebede, E. et Lahiri, S. (2008)**, “The fiscal impact of foreign aid in Rwanda: A theoretical and empirical analysis”, Policy Research Working Paper, World Bank.
- Knack, S. (2004)**, “Does Foreign Aid Promote Democracy?,” *International Studies Quarterly* 48: 251-266.
- Lensink R. et H. White, (2000)**, “Assessing Aid: A Manifesto for Aid in the 21<sup>st</sup> Century ?”, *Oxford Development Studies* 28(1): 5-17.
- Levy, V. (1988)**, Aid and Growth in Sub-Saharan Africa: The Recent Experience. *European Economic Review* 32 (9):1777-95.
- Lipset, S. M. (1959)**, “Some Social Requisites for Democracy: Economic Development and Political Legitimacy,” *American Political Science Review* 53: 69-105.
- Mc Gillivray, M. et O. Morrissey, (2004)**, “A Review of Evidence on the Fiscal Effects of Aid”, *CREDIT Research paper*, n°01/13, University of Nottingham.

**Moore, M. (2004)**, “Revenues, State Formation, and the Quality of Governance in Developing Countries”, *International Political Science Review* 25 (3): 297-319.

**Morrissey, O., S. Girma et K.Gomane (2002)**, “Aid and Growth in Sub-Saharan Africa: Accounting for Transmission Mechanisms”, *CREDIT Research Paper No. 02/05*, University of Nottingham.

**Mosley P. (1980)**, Aid, Savings and Growth Revisited. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 42(2): 79-95.

**Mosley, P. Hudson, J. et Horrel, S., (1987)**, “Aid, the Public Sector and the Market in Less Developed Economies », *Economic Journal* 97(3): 616-641.

**Moss, T., G. Peterson et N., Van de Wallé, N. (2006)**, “An Aid-Institutions Paradox? A Review Essay on Aid Dependency and State Building in Africa”, Working Paper No. 74, CGDEV, Washington.

**Moyo, D. (2009)**, *Dead Aid: Why aid is not working and how there is a better way for Africa*, Farrar, New York.

**Pagan, A. (1984)**, “Econometric Issues in the Analysis of Regressions with Generated Regressors”, *International Economic Review* 25: 221-247.

**Papanek, G.F. (1973)**, “Aid, Foreign Private Investment, Savings, and Growth in Less Developed Countries”, *Journal of Political Economy* 81(1):120-30.

**PNUD (2005)**, *Rapport Mondial sur le Développement Humain*. Economica, Paris.

**Rajan, R. et A. Subramanian (2007)**, “Does Aid Affect Governance?,” *American Economic Review* 97: 322-327.

**Rana, P.B., (1987)**, Foreign Capital, Exports, Savings and Growth in the Asian Region. *Savings and Development* 1: 5-27.

**Sevestre, P. (2002)**, *Econométrie des données de panel*, Dunod, Paris.

**Snyder D. (1993)**, “Donor Bias Towards Small Countries : An Overlooked Factor in the Analysis of Foreign Aid and Economic Growth”. *Applied Economics* 25: 481-488.

**Stoneman, C. (1975)**, “Foreign Capital and Economic Growth”. *World Development* 3(1): 11-26.